



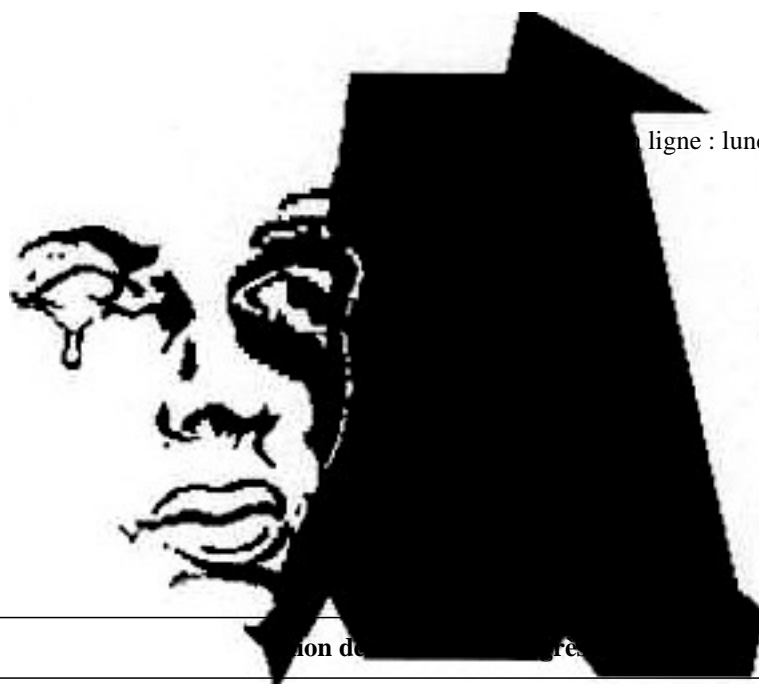
Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://ufpweb.org/fr/spip.php?article1169>

AMDH, AFCF et SOS Esclaves : Contre le fait accompli du putsch

- Z - Archives - Putsh militaire du 6 août 2008 - Articles et dépêches -

ligne : lundi 20 octobre 2008



Les 5, 7, 15 et 17 octobre 2008, des manifestations pacifiques à Nouakchott et à Nouadhibou de militants politiques, de syndicalistes et d'élus ont été réprimées avec une rare violence de la part des forces de l'ordre, entraînant, dans certains cas, des blessures graves.

Par ailleurs, le samedi 19 octobre monsieur Issagha Correra, ministre du développement rural du gouvernement renversé, a été conduit manu militari et sans convocation devant le Procureur général de la République pour se voir intimer l'ordre de ne plus mener de mission au nom du FNDD.

Les observateurs ont constaté, depuis le 06 août 2008, date du coup d'état contre le Président de la République démocratiquement élu, que la sphère des libertés individuelles et collectives s'est considérablement réduite. Pour illustration, les média publics sont, ainsi, redevenus de simples instruments de propagande au service de la junte et ignorent le peu de pluralisme acquis durant la dernière période.

Les interdictions des manifestations pacifiques sont devenues de règle et viennent renforcer l'arsenal répressif augurant le retour aux périodes d'exception de triste mémoire que les mauritaniens et la communauté internationale croyaient révolues. L'objectif dans lequel s'inscrit la démarche des putschistes est évident : étouffer et asphyxier toute opinion dissidente qui oserait dénoncer le coup d'état et qui prône le retour à la légalité constitutionnelle en passant par la libération de monsieur Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi et son rétablissement dans les fonctions de Président de la République dans lesquelles il a été investi à l'issue d'élections reconnues libres et transparentes par tous. Nous saisissons cette occasion pour réfuter avec force la campagne qui tend à accréditer l'idée que les organisations de défense des droits de l'homme en Mauritanie ne tiennent plus au retour du Président Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi à ses fonctions constitutionnelles ; et de dénoncer la tentative d'instrumentaliser les associations de défense des droits de l'homme à la veille des négociations de Paris pour faire croire à l'opinion internationale que le coup d'état du 6 août est un fait accepté et entériné par les mauritaniens.

L'Association mauritanienne des droits de l'Homme (AMDH), l'Association des femmes chefs de famille (AFCF) et SOS Esclaves :

- ▶ Expriment leur profonde inquiétude du retour à la période d'exception,- Condamnent toutes les atteintes aux libertés individuelles et collectives, particulièrement la liberté d'expression et de réunion.
 - ▶ Dénoncent les violences exercées par les forces de l'ordre sur les manifestants pacifiques.
 - ▶ Invitent tous les acteurs de la société politique et civile à déployer toutes leurs énergies afin d'assurer un retour rapide à la légalité constitutionnelle, sur la base des propositions indépendantes de sortie de crise, notamment celle du Président de l'Assemblée Nationale, Messaoud Ould Boulkheïr qui associe, toutes les parties du contentieux, au projet de résolution par consensus.
 - ▶ Annoncent leur décision de ne pas participer aux journées de concertation, sous l'égide de la junte, aux fins de se garantir un plébiscite et de contourner, ainsi, la réprobation extérieure.
 - ▶ Soutiennent, fermement, les sanctions internationales contre le Haut Conseil d'Etat, son Gouvernement et ceux qui les soutiennent au nom du rétablissement de la légalité en Mauritanie, gage de paix et de stabilité en Afrique de l'Ouest.
-
- ▶ L'Association mauritanienne des droits de l'Homme (AMDH) (Me Fatimata M'baye, Présidente)
 - ▶ L'Association des femmes chefs de famille (AFCF) (Aminetou Mint Ely, Présidente)
 - ▶ SOS Esclaves (Boubacar Messaoud, Président) Nouakchott, le 20 octobre 2008